



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°139 - mai 2008 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org



A l'occasion du 60ème anniversaire de sa création

Pour la fin de l'Etat d'Israël Pour la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste

Le 14 mai, il y a 60 ans, l'Etat d'Israël a été fondé sur la base d'une résolution de l'ONU de 1947, en occupant 55% du territoire de ce qui était à l'époque le Mandat Britannique en Palestine.

La légende créée par le sionisme affirme que s'y sont unis « un peuple sans terre » (les juifs) avec « une terre sans peuple » (la Palestine). La réalité était, toutefois, bien différente. L'organisation

sioniste mondiale et les puissances impérialistes (les Etats-Unis et l'Angleterre), soutenus par la bureaucratie stalinienne dirigeante dans l'ancienne URSS, ont utilisé comme excuse le drame de milliers de réfugiés juifs européens, brutalement poursuivis par le nazisme, pour en transférer une partie vers la Palestine, de manière totalement artificielle et avec beaucoup de soutien financier. L'appui que ce

projet a eu de la part de plusieurs millionnaires juifs européens, comme les banquiers Rothschild, a été notoire. La résolution de l'ONU a légalisé cette usurpation.

De cette façon a été créée une véritable **enclave impérialiste**. C'est-à-dire, un territoire usurpé à la nation palestinienne, dans lequel ont été installés des milliers d'immigrants, provenant surtout de l'Europe Orientale, totalement

dépendants de ce soutien financier pour survivre, et de ce fait disposés à défendre la politique de l'impérialisme dans la région. Ben Gurion, un des principaux dirigeants sionistes de l'époque et premier président d'Israël, a exprimé avec une clarté totale cette association profonde du sionisme avec l'impérialisme américain : « Notre plus grande préoccupation était le sort qui serait réservée à la Palestine après la guerre. Il était déjà clair que les Anglais ne conserveraient pas leur Mandat. Ayant toutes les raisons pour croire que Hitler serait vaincu, il était évident que la Grande-Bretagne, même victorieuse, sortirait très affaiblie du conflit. C'est pourquoi, je n'avais pas de doute que le centre de gravité de nos forces devrait passer du Royaume-Uni à l'Amérique du Nord, qui était sur le point d'assumer la première place dans le monde ».

D'autre part, la Palestine n'était pas « une terre sans peuple » mais la patrie historique des Arabes palestiniens, dans laquelle une minorité de juifs d'origine arabe avait coexisté en paix, pendant plusieurs siècles. Lors de sa fondation même, Israël ne s'est pas limité à usurper le territoire attribué par l'ONU. Le mouvement sioniste a planifié et mis en oeuvre une offensive pour s'approprier d'une partie du secteur accordé aux Palestiniens (20% additionnel de la surface totale) et en expulser ses habitants.

Il l'a fait par le biais de ses organisations armées et avec des méthodes de terreur contre la population civile. Dans le village de Der Yasin, par exemple, les milices sionistes ont assassiné 254 de ses 700 habitants, un massacre qui a été un véritable symbole de la façon dont a été créé l'Etat d'Israël. De cette manière, 800 000 palesti-

niens (un tiers de la population de l'époque) ont été expulsés de leur terre et ont donné lieu au drame des réfugiés.

Ce n'est donc pas par hasard que les Palestiniens rappellent



cette date comme la *nakba* (catastrophe) puisqu'elle représente le début d'une réalité pénible. Actuellement, le peuple palestinien est divisé entre ceux qui vivent en Israël, discriminés et traités comme habitants de seconde classe, les habitants de Gaza et de la Cisjordanie, soumis à l'encerclement et à l'agression permanente de sionisme, et les plus de six millions de réfugiés dans les nations arabes, qui vivent dans des campements précaires, souvent poursuivis et réprimés par les gouvernements arabes eux-mêmes.

C'est pourquoi, depuis lors, pour le peuple palestinien ainsi que pour l'ensemble des masses arabes, la nécessité de combattre pour la libération de leur terre, en expulsant l'envahisseur sioniste, est à l'ordre du jour.

La LIT-QI (Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale) soutient inconditionnellement cette lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste. En ce sens, nous ne faisons que maintenir la position historique de la IV^{ème} Internationale qui,

en 1948, a approuvé une résolution contre la création de l'Etat d'Israël et a soutenu la revendication palestinienne de son territoire historique.

Israël : agent militaire de l'impérialisme au Moyen-Orient

L'objectif de l'impérialisme, spécialement de l'impérialisme américain, avec la fondation d'Israël, a été d'avoir un agent militaire direct au Moyen-Orient. Il s'agit d'une région qui, en plus de posséder les plus grandes réserves de pétrole du monde, était le théâtre d'un important processus de lutte anti-impérialiste et contre les « monarchies pétrolières » corrompues. Il s'agissait d'avoir « ses propres troupes » à son service contre le peuple palestinien et les masses arabes.

Ce n'est pas par hasard que, depuis sa création, Israël a toujours vécu en état de guerre officielle ou de fait, comme véritable « poste militaire avancé ». Voici les actions et les agressions militaires de cet Etat, depuis 1948 jusqu'à maintenant :

1948 : Expulsion de 800.000 Palestiniens avec des méthodes terroristes. Guerre contre des nations arabes,

1956 : Guerre contre l'Egypte, qui avait nationalisé le canal de Suez (alliance secrète avec la France et la Grande-Bretagne).

1967 : « Guerre des six jours » contre des nations arabes ; occupation militaire de Gaza, de la Cisjordanie, des hauteurs du Golan (Syrie) et de la péninsule du Sinai (Egypte).

1973 : « Guerre du Yom Kippur » contre des nations arabes.

1982 : Invasion et occupation du sud du Liban (mise en échec après plusieurs années - Israël se retire « officiellement » en 2000).

1987-1989 : Répression de la

Première Intifada (Gaza).

1991 : Attaque aérienne contre l'Iraq (Première Guerre du Golfe).

2000 : Répression de la Seconde Intifada (Gaza).

2006 : Seconde invasion du Liban (Israël a été mis en échec par la résistance du Hezbollah).

2006-2008 : Menace d'« attaques aériennes éclair » contre l'Iran.

2007-2008 : Attaques militaires et blocus de Gaza.

Un état militarisé

L'objectif de la création d'Israël, illustré dans la chronologie précédente, explique pourquoi la population israélienne vit toujours « sur le pied de guerre ». A l'âge de 18 ans, tout citoyen doit accomplir un service militaire obligatoire, trois années pour les hommes et deux pour les femmes. Ensuite, ils sont « réservistes » jusqu'à l'âge de 50 ans, avec chaque année un mois d'entraînement obligatoire.

Pour ces « services militaires », les Etats-Unis envoient « officiellement » 3 milliards de dollars par an, et 2 milliards additionnels à d'autres titres. A cela il faut ajouter les fonds récoltés par les organisations sionistes du monde entier. De cette façon, Israël équilibre le déficit de sa balance commerciale (10 milliards de dollars) et son déficit budgétaire chronique.

En même temps, la fabrication d'armements et de technologie militaire et de sécurité est devenue, depuis plusieurs années, la principale activité économique du pays et la principale rubrique de ses exportations (12 milliards de dollars, 40% du total), déguisée dans les statistiques comme « exportation de haute technologie ».

Autrement dit, la majorité de la population israélienne vit, directement ou indirectement, du budget militaire et de l'industrie d'arme-

ments. C'est pourquoi, les forces armées sont, en réalité, l'institution la plus importante de l'Etat. Ce n'est pas par hasard que la majorité des chefs politiques les plus renommés de l'histoire du pays ont été antérieurement des chefs militaires.

Un état raciste

Un autre grand mensonge du sionisme est qu'Israël est un Etat « démocratique et progressiste ». C'est complètement faux. Depuis sa fondation, il a été constitué comme un Etat raciste, par son idéologie et ses lois destinées à l'expropriation des maisons et des terres des Palestiniens.

Israël est **officiellement** un « Etat juif ». C'est-à-dire, ce n'est pas un Etat de tous ceux qui résident dans le pays ou y sont nés. Uniquement peuvent être des citoyens, ceux qui sont considérés de foi ou de descendance judaïque. 90% des terres sont exclusivement réservés pour les juifs, à travers le *Fonds National Juif*, dont le statut définit que ces « terres d'Israël » appartiennent à cette institution et ne peuvent pas être vendues ou données en location à un « non-juif ». Elles ne peuvent même pas être travaillées par un « non-juif ». Il est interdit aux Palestiniens d'acheter ou même de prendre en location les terres annexées par l'Etat depuis 1948.

Depuis la fondation du pays, il y a un système de discrimination ethnique qui domine absolument tous les destins des vies palestiniennes. Que pourrait-on dire aujourd'hui d'un pays, dont la politique officielle serait l'expropriation des terres des juifs, ou qui interdirait simplement qu'un juif puisse s'y installer s'il se marie avec une non-juive ? On dirait, évidemment, qu'il s'agit d'un flagrant cas de discrimination antisémite et que cela pourrait être comparé avec le

nazisme ou avec l'apartheid sud-africain. Ce critère est toutefois légal en Israël, par le biais d'une série d'institutions et de lois qui **affectent seulement ses habitants non-juifs**.

La *Loi de Nationalité* établit des différences claires dans l'obtention de la citoyenneté pour les juifs et les non-juifs. Par la *Loi de Citoyenneté*, aucun citoyen israélien ne peut se marier avec un résident des territoires palestiniens occupés. Au cas où cela arriverait, il perd les droits de citoyen israélien, et la famille doit émigrer si elle ne se sépare pas.

Par la *Loi de Retour*, n'importe quel juif du monde qui déménage au pays, peut être citoyen israélien et obtenir une infinité de privilèges que les natifs non-juifs ne possèdent pas. Mais les parents des palestiniens de l'Etat d'Israël qui vivent à l'étranger (dont beaucoup ont été expulsés de leurs terres en Palestine ou sont descendants d'expulsés) ne peuvent pas obtenir le même bénéfice, par le seul fait de ne pas être juifs.

La *Loi de l'Absent* permet l'expropriation des terres qui n'ont pas été travaillées pendant un certain temps. Mais la terre d'un juif n'a jamais été expropriée. La majorité des expropriations ont été faites contre des réfugiés palestiniens en exil, des palestiniens habitants en Israël et tout palestinien qui réside sur la rive occidentale du Jourdain et avait des terres dans la zone étendue de Jérusalem.

La fausse « démocratie israélienne »

La presse occidentale, les médias impérialistes, ne cessent de répéter qu'Israël est « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Mais comment peut-on appeler « démocratie » un régime qui poursuit des personnes pour leur race ou leur religion ? Comment peut-on appe-

ler « démocratique » un régime où les habitants originaux, expulsés en 1948, n'ont pas le droit de retourner à leurs maisons et à leurs terres et où les habitants des territoires occupés en 1967 n'ont aucun droit civil ?

Comment peut-on appeler « démocratique » un régime où les quelques députés d'origine arabe ne peuvent pas critiquer le sionisme, sous menace de longues peines de prison, ou sont obligés d'abandonner le pays, comme cela a été le cas avec Azmi Bishara. un régime où la petite minorité d'intellectuels juifs qui mettent en question les mensonges sur l'origine d'Israël, ou s'opposent aux atrocités des gouvernements sionistes, sont intimidés et empêchés de faire leurs recherches, comme cela a été le cas avec Ilan Pappé, qui a abandonné Israël en 2007 pour se consacrer à l'enseignement en Angleterre, en raison de la pression qu'il subissait à l'Université de Haïfa et des menaces de mort de la part de groupes sionistes ; un régime où le physicien Mordechai Vanunu a été kidnappé en Europe pour le supposé crime d'avoir révélé l'existence d'armes nucléaires secrètes et a eu l'interdiction de quitter le pays et même de donner des interviews, après avoir accompli une peine de plus de 20 ans de prison.

Dans n'importe quel pays du monde, cette réalité serait qualifiée comme une dictature atroce, à peine déguisée par une « démocratie » pour les oppresseurs sionistes, de la même façon que les blancs sud-africains avaient une « démocratie » pendant l'apartheid.

Le génocide des Palestiniens

Israël doit exercer une violence permanente contre la population dominée. Pour maintenir son caractère colonial et raciste, il ne peut tolérer aucune résistance interne, ni aucun défis sur ses fron-

tières. Son caractère même le conduit à être expansionniste et à réprimer toute mise en question, aussi minime qu'elle soit, de sa nature.

C'est pourquoi, Israël a toujours pratiqué une politique de « nettoyage ethnique » des Palestiniens, en les arrachant de leurs terres ancestrales ou en réprimant avec dureté aussi bien ceux qui vivent à l'intérieur de ses frontières que ceux des territoires de Gaza et de la Cisjordanie.

Environ 11.000 prisonniers politiques palestiniens, dont des centaines de mineurs et de femmes, pourrissent dans les prisons sionistes. Une d'elles vient d'accoucher avec les menottes aux mains, dans la prison, où elle reste avec son fils. Soixante-dix prisonniers ont déjà accompli plus de vingt ans de prison. La torture est pratiquée avec l'autorisation de la justice et les « assassinats sélectifs » de combattants dans les territoires sont une routine quotidienne.

La LIT-QI qualifie l'Etat israélien comme « nazi » parce que, quand on poursuit un peuple entier, dans le but d'éliminer son identité, de le rendre esclave ou de l'expulser de sa terre, il n'y a pas d'autre nom qui exprime mieux cette essence politique. La contradiction historique terrible est que ce sont les descendants de ceux qui ont été poursuivis en Europe par le nazisme, qui appliquent maintenant ces mêmes méthodes contre un autre peuple.

La population d'Israël, éduquée pour être toujours au service de l'armée, accepte naturellement, avec une majorité écrasante, cette réalité d'agressions militaires contre les Palestiniens et les peuples arabes et cette politique de génocide, étant donné que seulement la force des armes peut garantir la survie de l'enclave coloniale.

Gaza : territoire palestinien indépendant

La difficulté croissante de l'impérialisme et d'Israël pour mettre en échec la résistance palestinienne, les a amenés à promouvoir, en 1993, les Accords d'Oslo. A cette occasion, l'organisation Al Fatah et l'OLP, jusqu'alors la direction incontestée du peuple palestinien, ont reconnu l'existence de l'Etat d'Israël et ont légalisé son usurpation de la majorité du territoire palestinien. De cette manière, ils ont abandonné et ont trahi la lutte de leur peuple. En échange, ils ont reçu la promesse de permettre dans le futur un « Etat palestinien », ainsi que la création immédiate de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne) à Gaza et en Cisjordanie. Il s'agissait, en réalité, de petits territoires isolés, semblables aux bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid.

En 2006, le Hamas a gagné les élections de l'ANP. Son triomphe a été dû au fait qu'il maintenait encore dans son programme la proposition de la fin de l'Etat d'Israël et l'appel à combattre contre lui. La victoire électorale du Hamas a mis en crise la politique des accords d'Oslo et a montré le rejet majoritaire du peuple palestinien à ceux-ci. Elle a démontré aussi l'usure profonde de la direction de Mahmud Abbas et d'Al Fatah, devenue maintenant l'agent inconditionnel d'Israël et de l'impérialisme.

Malgré les tentatives conciliaires du Hamas, qui a appelé à former un « gouvernement d'union nationale » avec Al Fatah, la situation a donné lieu, vers le milieu de 2007, à des confrontations ouvertes entre les deux forces et à un coup d'Etat organisé par Abbas pour supplanter le Hamas et prendre le contrôle total du gouvernement. La réaction des masses de Gaza a imposé au Hamas l'expulsion de l'appareil militaire d'Abbas et de la police d'Al Fatah de ce

territoire. Cela a été un grand triomphe des masses palestiniennes parce qu'ils ont libéré ainsi Gaza du contrôle d'Israël et de ses agents, en la transformant, dans les faits, en un territoire palestinien indépendant, bien que dans des conditions d'isolement très difficiles.

Vaincre Gaza à tout prix

Cette situation était totalement intolérable pour un Etat comme Israël, qui a lancé une action combinée d'attaques militaires, d'abord pour détruire l'infrastructure de génération d'électricité et d'appro-



visionnement en eau de Gaza, pour, ensuite, par des bombardements directs sur la population civile, et l'imposition d'un blocus strict, empêcher la réception d'aliments, de médicaments et de combustibles. Il fallait mettre en échec à tout prix la résistance du peuple de Gaza et l'obliger se rendre.

L'extrême cruauté de cette politique israélienne, de son blocus et de ses attaques génocides, ne sont que la continuité des nombreux crimes que les sionistes ont commis durant les 60 années d'existence d'Israël. Cette politique rappelle, sous plusieurs aspects, celle que les nazis ont menée contre les juifs, pendant la Seconde Guerre

Mondiale, spécialement la création du Ghetto de Varsovie qui, en 1943, s'est soulevé contre l'occupation nazi. Matan Vilani, vice-ministre de la Défense du gouvernement israélien d'Ehud Olmert, est même arrivé à parler d'organiser un « holocauste » à Gaza.

Mais si le soulèvement du Ghetto de Varsovie a été violemment écrasé, la résistance des masses de Gaza se maintient avec toute sa force. Ils sont arrivés, il y a quelques mois, à démolir les murs d'une partie de la frontière avec l'Egypte et ont obligé le gouver-

nement de ce pays, la dictature pro-impérialiste de Hosni Mubarak, de laisser passer temporairement la population palestinienne pour s'approvisionner en nourriture et en médicaments. En même temps, cette résistance maintient aussi ses attaques avec des missiles improvisés sur le territoire israélien et parvient à faire face à quelques incursions des forces militaires sionistes, comme l'embuscade qui a tué trois soldats israéliens.

60 ans plus tard, la seule solution est toujours une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste

La LIT-QI revendique que la

seule solution réelle à la situation de conflit permanent de la région est la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste, le mot d'ordre constitutif de l'OLP dans les années 70.

Nous nous opposons à la proposition de l'ONU des « deux Etats », un juif et un autre palestinien, proposition revendiquée, avec des variantes, par plusieurs organisations de gauche. Tout d'abord, un tel « Etat palestinien », limité à la Bande de Gaza et à une partie de la Cisjordanie, n'aurait aucune possibilité réelle d'autonomie économique ou politique. L'acceptation de ce « mini-Etat » signifierait, en outre, nier le « droit de retour » à leur patrie pour des millions de réfugiés, puisque leurs maisons et leurs terres expropriées resteraient en Israël. Du point de vue militaire, ce petit Etat vivrait entouré en permanence d'une menace d'agression par un ennemi armé jusqu'aux dents.

A cette Palestine Unie, Laïque, Démocratique et Non-Raciste, sans murs ni camps de concentration, pourront retourner les millions de réfugiés expulsés de leur terre, et les millions qui sont restés et sont aujourd'hui opprimés, récupérer leurs pleins droits.

Pourront aussi y rester, tous les juifs qui sont disposés à coexister en paix et sur pied d'égalité. En ce sens, nous appelons les travailleurs et le peuple israélien à se joindre à cette lutte contre l'Etat raciste et gendarme d'Israël, bien que nous sachions que, par le caractère de la majorité de la population juive israélienne que nous avons indiqué, il est fort probable que seulement une minorité accepte cette possibilité et que la grande majorité sera disposée à défendre l'actuel Etat sioniste jusqu'à la fin, les armes à la main.

Mais la construction de cette

Palestine unique, basée sur la récupération de son territoire historique, a son principal obstacle dans l'existence de l'Etat d'Israël, comme enclave coloniale et Etat gendarme de l'impérialisme. C'est pourquoi, la LIT-QI affirme qu'il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient, ni une véritable solution pour le peuple palestinien, aussi longtemps que l'Etat d'Israël ne soit pas définitivement mis en échec et détruit, c'est-à-dire, aussi longtemps que le cancer impérialiste, qui corrode la région, ne soit pas extirpé de manière définitive. Toute autre solution signifie la survie du « cancer » et la continuation de son action létale et destructive. Cette tâche historique, équivalente à ce qu'a été la destruction de l'Etat nazi allemand ou l'Etat de l'apartheid sud-africain, est aujourd'hui à l'ordre du jour.

En même temps, la LIT-QI affirme que la lutte pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste est une partie fondamentale des luttes des masses arabes et un pas vers la construction d'une Fédération Socialiste de Républiques Arabes.

Il est possible de vaincre Israël

Jusqu'il y a quelques années, la tâche de mettre en échec Israël paraissait impossible, après ses indiscutables victoires militaires jusqu'en 1973. Cela a été l'excuse, utilisée par beaucoup de gouvernements arabes et par la direction d'Al Fatah, pour justifier leur capitulation face à Israël et leur trahison de la cause palestinienne.

Nous savons que la lutte contre une usurpation coloniale est toujours très dure. Par exemple, l'indépendance de l'Algérie a exigé des années de rébellion populaire, des actions partisans et une cam-

pagne mondiale d'appui pour parvenir à vaincre non seulement l'armée française mais aussi les groupes fascistes, comme l'OAS, et obliger les colons impérialistes français à accepter leur défaite.

Mais la réalité a beaucoup changé depuis 1973 : les deux intifadas palestiniennes et le retrait du Liban, en 2000, ont été les premiers symptômes de l'affaiblissement de l'Etat d'Israël. De manière beaucoup plus évidente, la défaite des troupes sionistes au Liban face à la résistance dirigée par le Hezbollah, en 2006, a posé la défaite et la fin de l'Etat d'Israël comme une tâche possible et présente.

Cet affaiblissement s'est manifesté aussi dans la réaction de la population israélienne et la crise politique profonde qui s'est ouverte dans le pays. Pour la première fois, l'armée sioniste a été clairement vaincue et a perdu prestige dans cet échec, mettant en doute ce qui était jusqu'alors une sécurité absolue, qu'elle était « invincible » dans la confrontation avec de possibles insurrections et des attaques armées des peuples arabes.

En même temps, l'image mondiale du sionisme, comme un mouvement « progressiste » et même « socialiste », tombe en miettes, en mettant à nu son véritable caractère. La destruction causée au Liban et l'action génocidaire à Gaza ont fait que de plus en plus d'intellectuels et des secteurs intermédiaires, qui jusqu'alors sympathisaient avec Israël, le critiquent maintenant et le dénoncent avec dureté. Ceci a permis des campagnes de boycott beaucoup plus fortes, comme en Angleterre, et des actions couronnées de succès, en Espagne, contre des concerts de musiciens promus par Israël. L'isolement du sionisme s'accroît dans le monde, spécia-

lement dans les secteurs ouvriers et les mouvements sociaux.

Cet affaiblissement a lieu, en outre, dans le cadre d'une crise croissante de la politique de Bush dans la région (la « guerre contre la terreur »), une politique embourbée en Iraq et en Afghanistan et profondément mise en question à l'intérieur même des Etats-Unis. Israël est une pièce clef du dispositif militaire impérialiste au Moyen-Orient et, comme tel, sera défendu jusqu'aux dernières conséquences par les Etats-Unis. Mais cette situation d'ensemble ouvre une nouvelle situation dans la région, y compris sur le terrain militaire.

L'appui de la population égyptienne aux Palestiniens qui cherchaient à s'approvisionner, et l'impossibilité de l'armée égyptienne de les réprimer ; l'utilisation de tactiques et d'armes comme celles utilisées avec succès par le Hezbollah au Liban, par les groupes de la résistance palestinienne en Gaza, montrent que la situation devient plus aiguë dans toute la région.

Ces faits mettent à l'ordre du jour, comme possible et actuelle, la tâche historique de mettre en échec l'Etat raciste d'Israël, 60 ans après sa création. La condition pour cela est le développement d'une lutte politique et militaire unifiée du peuple palestinien et de l'ensemble des masses arabes et musulmanes. La LIT-QI s'engage de toutes ses forces dans l'appui à cet objectif.

São Pablo, le 12 mai 2008
Secrétariat International
de la LIT-QI